

<http://gec.venissieux.org/Quel-droit-a-l-energie>



29 Septembre - 1 Octobre : Grand Rendez-Vous de la Ville

Quel droit à l'énergie ?

- Conseil Municipal - Mandat 2008-2014 -



Date de mise en ligne : lundi 3 octobre 2011

Copyright © Elus communistes et apparentés de Venissieux - Tous droits

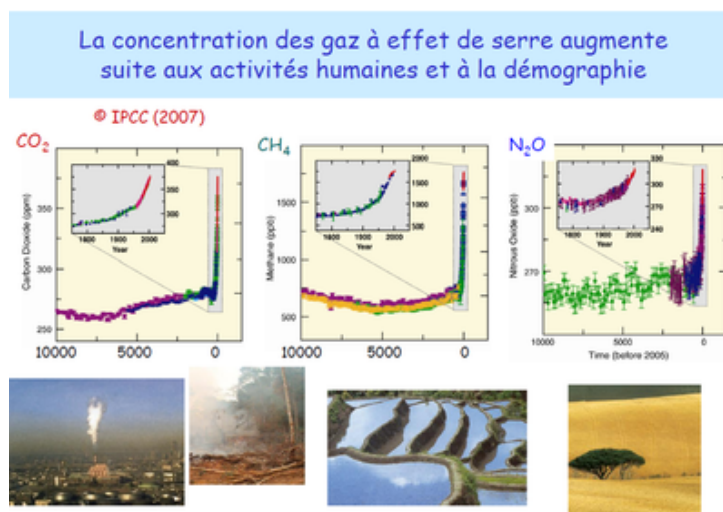
réservés

L'énergie est à la fois un enjeu stratégique des relations internationales et une question du quotidien avec l'envolée des factures. On entend partout parler de réduction des consommations, d'énergies renouvelables, sans trop savoir comment agir et qui doit agir... tout en constatant que TOTAL continue de battre ses records de profits, tout en ne payant pas d'impôts en France...

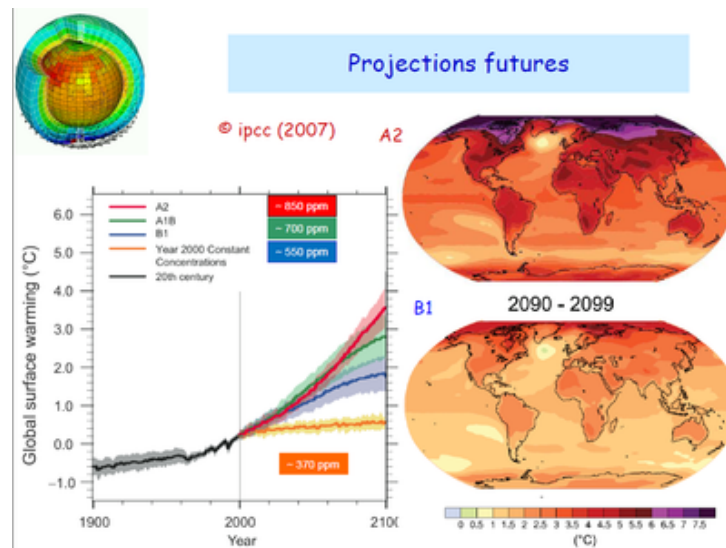
Le débat du jeudi soir s'intitulait volontairement "le droit à l'énergie", afin de pousser au débat. Oui ou non, a-t-on un "droit" à l'énergie quand nous savons bien que les énergies fossiles sont finies et épuisables ? Mais comment ne pas affirmer un tel "droit" dans une société aussi inégalitaire que certains peuvent aller en hélicoptère de leur domicile à leur travail, pendant que d'autres ne s'éclairent pas, ne se chauffent pas... ?

Plusieurs interventions ont permis d'ouvrir un débat qui aurait pu durer plus longtemps, et qui a certainement laissé des insatisfactions et appellent donc de nouvelles initiatives.

Il était volontairement placé dans le contexte du risque climatique, très bien présenté, bien qu'à distance, par Michel Petit, ancien responsable de la délégation Française au GIEC qui montra clairement le lien "très fortement probable" entre une hausse accélérée des émissions de gaz à effet de serre et le réchauffement climatique.



Et l'importance de décisions de société sur nos choix énergétiques qui conditionnent l'évolution du climat d'ici 2050 selon différents scénarios.



En attendant un compte-rendu détaillé prochainement, quelques éléments de mon intervention de conclusion.

Oui, il faut affirmer un droit à l'énergie !

D'abord par ce que tout est fait au contraire pour le nier. Le service public représentait ce droit qui apportait à chaque usager un service garanti à un tarif égal partout ! Et ce service public permettait aussi le développement industriel, permettant par exemple d'installer des usines d'aluminium à côté de sites de production électrique avec un contrat de long terme qui garantissait l'investissement industriel.

La dérèglementation a pour conséquence la fin de la garantie du service public. Les prix s'envolent pour permettre aux opérateurs privés d'entrer sur le marché, et le gouvernement oblige EDF à vendre son énergie à ses concurrents à un prix déterminé. Dans le même temps, les contrats de long terme qui assuraient l'avenir de sites industriels sont mis en cause.

Et comme les vendeurs veulent pouvoir faire des offres commerciales aussi compliquées et opaques que celles de la téléphonie, ils ont poussé à l'installation de compteurs "intelligents", qui seront surtout intelligents pour leur permettre de faire varier les tarifs en fonction de la consommation, de l'heure, de la région, du jour de la semaine... et du contrat. Il y aura les contrats "haut de gamme" qui garantiront la fourniture à tout moment, et les contrats "discount" pour lesquels l'électricité sera plus chère, mais livrée en petite quantité. A tel point que ces compteurs permettront au fournisseur... de couper le courant pour tel ou tel consommateur !

Cette possibilité de fournir ou non du courant est aussi un enjeu pour tenir compte du développement des énergies éoliennes et photo-voltaïques qui sont intermittentes. Le réseau devient ainsi très variable et il ne sera plus possible de garantir la fourniture partout et toujours. Il faudra donc gérer des arrêts de fourniture pour certains clients sans que cela ne mette le réseau en panne, comme c'est arrivé en Allemagne l'an dernier.

Et quand on pense au transport aérien, gros consommateur d'énergie fossile pour lequel on n'a pas d'alternatives à moyen terme, ne faut-il pas faire la différence entre les jets privés des dirigeants économiques et médiatiques, les hélicoptères qui se multiplient dans les zones touristiques pour desservir les villas de grand luxe ou les îles privatisées et le besoin de milliers de familles comoriennes par exemple de rejoindre leur famille dans des conditions normales de sécurité ?

Oui, il y a des débats à organiser avec des points de vues contradictoires

La question du nucléaire est derrière tout débat sur l'énergie. Dans les discours officiels du Grenelle, on n'en parle pas vraiment, et les propositions des 3x20 (20% de réduction de consommation, 20% d'énergie renouvelable, et 20% de réduction des émissions de carbone) restent floues. Certains font de la sortie du nucléaire une priorité absolue, quelles qu'en soient les conséquences pour le climat ! Ainsi, l'arrêt de 7 centrales nucléaires en Allemagne ce printemps a eu comme conséquence immédiate l'appel au charbon et au gaz, et les émissions de gaz à effet de serre de l'Allemagne ont fortement augmentées, à un rythme qui va faire exploser les objectifs théoriques de Kyoto !

Certains diront, il faut sortir du nucléaire et aussi de la production d'électricité à partir d'énergies fossiles. Mais ces deux sources représentent 90% de l'électricité ! Par quoi la remplacer ? Elle est nécessaire pour des milliers d'activités économiques, pour développer le transport public ou la voiture électrique et limiter l'usage du moteur à essence ou diesel...

J'avoue que je ne sais pas du tout ce qui est le plus dangereux pour l'Humanité, conserver le nucléaire dans les 50 prochaines années et réduire fortement l'utilisation du charbon et du gaz ? ou sortir du nucléaire et augmenter les émissions de gaz à effet de serre jusqu'à se trouver dans le pire scénario du GIEC, avec +5°C sur terre en moyenne ? Sachant que pour sortir du nucléaire, il faut des dizaines d'années avec une industrie nucléaire du démantèlement, et des records de production de déchets nucléaires, qui aujourd'hui, sont dans les centrales !

On ne peut aborder ces débats sur la base de réactions médiatiques, instinctives. Or que se passe-t-il ? le drame nucléaire de Fukushima a fait disparaître le drame du tsunami, qui avait fait disparaître des médias le drame du Golfe du Mexique, et ces dernières semaines, la crise de la dette et de l'Euro a fait disparaître Fukushima des unes ! Sans parler la famine dans la corne de l'Afrique que tout le monde ignore !

Nous avons au contraire besoin d'ouvrir les dossiers, tous les dossiers, dans le long terme d'un effort citoyen de connaissances, de réflexions, de confrontations entre points de vues.

Il y a débat sur le prix de l'électricité. Tout le monde dit qu'elle va augmenter, mais pourquoi ? Certains accusent le nucléaire, d'autres le solaire, d'autres la spéculation... Ce qui est sûr, c'est qu'en 2008, un rapport très sérieux d'économistes du patronat peu suspect de gauchisme (Rexecod), ont publié une note qui montre clairement, qu'indépendamment des coûts de production, il faut augmenter en France de 50% l'électricité pour se mettre à niveau du marché européen. L'objectif est clairement affirmé, sans cette augmentation, les opérateurs privés ne pourront pas se développer sur le marché Français !

Il y a débat sur la stratégie Allemande

Il est nécessaire de prendre en compte la décision allemande. Peut-elle ouvrir une perspective de rupture industrielle vers des solutions de production d'énergies massivement distribuées, intégrant de nouvelles solutions de stockage ? Pourtant, dans les scénarios officiels allemands, une part importante de la consommation électrique sera importée, dans un premier temps à partir du nucléaire Français ou Anglais, et dans un deuxième temps, à partir du solaire méditerranéen et de l'éolien de Mer du Nord. Mais il faut alors construire d'énormes réseaux à très haute tension qui traverseraient l'Europe du nord au sud et du sud au nord... Ou les faire passer ? Avec quelles protections de l'environnement ? Et qui doit les financer ? Le budget de l'Union Européenne en discussion pour les années 2014-2020 annonce un coût de 200 milliards d'Euros pour ce "super-réseau", qui augmentera encore les factures d'électricité, en France aussi ! Est-ce bien raisonnable ?

Oui, il y a des choix politiques opposés !

Sur le fonds, toutes les politiques publiques conduites sur l'énergie depuis des années, et malheureusement par tous les gouvernements, reposent sur le dogme du marché. Invention du marché des quotas par Kyoto, soumission d'EDF à la déréglementation européenne (malgré le vote NON des Français en 2005 !), financement public des énergies éoliennes et photovoltaïques, qui sont massivement privées, jusqu'à fabriquer des bulles spéculatives [1], et cerise sur le gâteau, quand des entreprises privées sortent du tarif réglementé d'EDF pour faire appel à la concurrence, elles constatent que les prix explosent et se plaignent tout de suite à l'état, qui invente une nouvelle taxe (la TARTAM) avec laquelle les consommateurs paient sur les factures EDF pour baisser les tarifs des concurrents EDF !

Non seulement cette politique n'est pas une politique au service du climat, mais elle détruit les atouts du service public en France, crée la précarité énergétique en plaçant des milliers de familles, en villas comme en logement collectif, dans l'impossibilité de se chauffer ou s'éclairer [2]

A l'opposé, il faut défendre une intervention publique volontaire et massive et pour en rester aux questions urbaines...

- ▶ accélérer fortement le développement des transports publics et renverser les priorités d'investissements entre les infrastructures routières et rail/métro/tram...
- ▶ accélérer fortement le développement des réseaux de chaleur avec énergie renouvelables, en sortant d'un financement de quelques opérations exemplaires pour aller vers un développement massif dans toutes les zones urbaines
- ▶ un plan d'urgence d'isolation du logement collectif, notamment du logement social, avec un objectif à 10 ans de division par deux des consommations

Ce débat sur l'énergie n'était qu'une première initiative. Nous aurons en 2012 et 2013 de grands dossiers à mettre en débat au niveau local. Ce sera notamment le cas de l'avenir du réseau de chaleur après la fin du contrat actuel en 2014.

Il faut donc multiplier les initiatives citoyennes, associatives, militantes, pour faire connaître les éléments techniques, économiques, sociaux, environnementaux de tous ces débats, sans être obnubilé par les modes et vagues médiatiques...

Post-scriptum :

L'adresse originale de cet article est <http://pam.venissieux.org/quel-droi...>

[1] on voit par exemple que depuis que le gouvernement a baissé le tarif d'achat du photovoltaïque, les vendeurs ont adapté leur prix à la baisse ! il faut donc le baisser encore !

[2] GDF vient ainsi de proposer au gouvernement de faire bénéficier 5 millions de personnes du tarif social, en échange d'une nouvelle hausse du gaz, mais bien sûr, ces "bénéficiaires" du tarif social auront aussi un "service" social !